

ACCORD-CADRE REGIONAL

POUR L'EMPLOI ET LA QUALIFICATION DES JEUNES

ENTRE

Le Préfet de la Région Guyane
Représenté par Frédérique Racon, Directrice Générale de la Cohésion et des Populations
(DGCOPOP)

ET

Prism'emploi,
Professionnels du recrutement et de l'intérim
Situé au 7 rue Mariotte, 75017 PARIS
Représenté par Marie Rasclé sa Présidente régionale Guyane

ET

L'association Régionale des Missions Locales,
Située route de Petit Acajou, 97139 Abymes Guadeloupe
Représentée par Claudie Vetro, sa Présidente

ET

AKTO, Opérateur de compétences des services à forte intensité de main-d'œuvre
Situé 14, rue Riquet, 75019 PARIS
Représenté par Laurent Barthelemy, son Président

ET

Le Fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT)
Situé 24 rue de Clichy, 75009 Paris
Représenté par Emanuel Maillet, son Président

ET

Le Fonds Professionnel pour l'Emploi du Travail Temporaire (FPE.TT)
Situé 24 rue de Clichy, 75009 PARIS
Représenté par Laurence Segura, sa Présidente

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

La lutte contre le chômage des jeunes est une priorité du gouvernement, dans un contexte où la crise sanitaire a touché de plein fouet les jeunes. Ils n'ont, pour certains, pas pu achever leur formation. D'autres arrivent sur un marché du travail affecté par la crise économique et sociale.

Dans ce contexte, un grand nombre de dispositifs adaptés aux difficultés que rencontrent certains jeunes pour accéder à l'emploi ont été mobilisés. Le service public de l'emploi, et en particulier les Missions Locales, assurent la mise en œuvre de ces dispositifs auprès des jeunes et des employeurs.

L'implication des entreprises aux côtés des acteurs de l'emploi est cruciale pour améliorer la qualification des jeunes, leur permettant de renforcer leur employabilité et d'accéder à l'emploi.

C'est particulièrement le cas de la démarche Mission Jeunes qui inscrit son action dans la continuité du plan de relance gouvernemental #1 jeune1 solution.

La Démarche Mission Jeunes a été mise en œuvre en 2014, reconduite en 2018 dans le cadre d'une convention nationale signée par le ministère en charge du travail, l'Union Nationale des Missions Locales, Prism'emploi, AKTO et le FASTT.

Elle vise à proposer aux jeunes, l'accès à des missions d'intérim et à une offre de services d'accompagnement, allant de la préparation des jeunes à la levée des freins périphériques à l'emploi, en passant par des actions de mise en relation avec les entreprises et des actions de formation pour favoriser la mise en emploi.

L'intérim constitue ainsi pour les jeunes, en particulier faiblement qualifiés et sans ou avec peu d'expérience, un « tremplin » vers l'emploi et la qualification en leur facilitant l'accès à une première expérience professionnelle.

Cet accord constitue une déclinaison régionale de l'accord de coopération entre L'Etat, (DGEFP), Prism'emploi, L'UNML, AKTO, le Fastt, et le FPETT en faveur de l'emploi et la qualification des jeunes accompagnés dans le cadre du PACEA.

La population de la Guyane est jeune, la moitié a moins de 25 ans.

Près de 45 % des 44 300 jeunes Guyanais âgés de 18 à 25 ans n'est ni en emploi ni en formation, ils sont chômeurs ou sans activité. Parmi eux, 60 % n'ont aucun diplôme, et ils habitent davantage dans l'ouest ou l'est de la Guyane, ou dans les communes « non-routières ». Les emplois et les formations sont concentrés autour de Cayenne, rendant problématique l'éloignement géographique à l'emploi d'une partie de la population.

En moyenne, la scolarisation en Guyane est moindre et plus courte. Le niveau de diplôme reste faible et inadapté aux besoins du marché du travail.

Les plus jeunes ne sont pas tous scolarisés, et notamment la population immigrée. Certains d'entre eux migrent vers la France métropolitaine afin de poursuivre leurs études ou de rechercher un emploi (presque quatre néo-bacheliers sur dix quittent le département).

Prism'emploi représente plus de 600 entreprises de travail temporaire (ETT) adhérentes et leurs 10 000 agences d'emploi implantées sur l'ensemble du territoire. Ses principales missions sont de promouvoir la profession auprès des pouvoirs publics, du Parlement, des administrations ; de la représenter, d'informer les entreprises adhérentes des aspects juridiques, sociaux et économiques, de négocier des accords de branche avec les syndicats de salariés représentant les salariés permanents comme les salariés intérimaires et enfin de négocier des accords-cadres dans différents domaines.

25 agences d'emploi sont présentes en Guyane

En décembre 2022, l'emploi intérimaire représente 2009 ETP, soit 15,6% de l'emploi intérimaire dans les DOM. (*Statistiques DARES – décembre 2022*)

L'intérim constitue pour les jeunes, en particulier faiblement qualifiés et sans, ou peu d'expérience, un tremplin vers l'emploi et la qualification en leur facilitant une première expérience professionnelle. Ainsi,

les moins de 25 ans représentent au niveau national en 2021, 34,5%¹ de l'ensemble de l'emploi intérimaire, soit 997 321¹ jeunes intérimaires en équivalent temps plein (ETP).

L'intérim constitue une voie d'accès privilégiée à la vie active pour les jeunes. En effet, avant leur entrée en intérim, ils n'avaient jamais travaillé en CDI à 87% et en CDD à 68%. Pour 68% des salariés intérimaires de moins de 25 ans interrogés, l'intérim leur a permis de trouver rapidement un emploi.

Enfin, si 92% des salariés intérimaires de moins de 25 ans étaient en dehors du marché de l'emploi lors de leur inscription en agence d'emploi (dont 40% d'étudiants et 54% sans emploi), ils étaient, un an après, en mars 2022, 61% en emploi (dont 16% en CDI, 9% en CDD et 31% en intérim)

-Etude OIR-BVA Regards croisés sur l'intérim-2022.

AKTO est l'opérateur de compétences (OPCO) « des services à forte intensité de main-d'œuvre ». OPCO multisectoriel, il assure les missions suivantes auprès de 27 branches professionnelles et 164 000 entreprises :

- Financer les actions de formation et de développement des compétences des entreprises relevant du champ d'intervention d'AKTO ;
- Développer les contrats en alternance auprès de l'ensemble des entreprises et en assurer le financement ;
- Appuyer techniquement les branches adhérentes pour construire et déployer leur politique de formation ;
- Assurer un service de proximité au profit des moyennes, petites et très petites entreprises afin de les accompagner dans l'analyse et la définition de leurs besoins de développement de compétences et de qualification ;
- Promouvoir toutes les modalités de formation et notamment concevoir et déployer toute solution d'innovation pédagogique auprès des entreprises.

Le Fonds Professionnel pour l'Emploi dans le Travail Temporaire (FPE.TT) a été créé en 1996 par les partenaires sociaux de la Branche du travail temporaire pour contribuer au maintien de l'employabilité et à l'organisation des parcours et des évolutions professionnelles des salariés intérimaires.

¹ Données issues du rapport de branche 2021 de l'OIR (Observatoire de l'Intérim et du Recrutement)

Association de loi 1901 à but non lucratif, le FPETT est financé par des contributions des entreprises de travail temporaire fixées par accord de Branche et gérées par les partenaires sociaux.

Le FPETT a pour missions de développer toutes actions en lien :

- le développement des compétences dans le cadre notamment des contrats spécifiques (Contrat d'insertion Professionnelle Intérimaire et Contrat de Développement Professionnel Intérimaire);
- l'accès à l'emploi dans l'intérim;
- le maintien dans l'emploi,
- le développement des compétences et de l'employabilité des salariés intérimaires.

Le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT), plateforme paritaire de la branche du travail temporaire, anime la politique sociale et professionnelle en mettant en œuvre pour l'ensemble des salariés intérimaires, des aides, des services et des solutions pour faciliter leur vie quotidienne et sécuriser leurs parcours de vie et d'emploi : protection sociale, prévention, logement, santé, mobilité, budget, famille, service social.

L'Union Nationale des Missions Locales (UNML) assure à la fois la représentation des Missions Locales auprès des acteurs publics, économiques et sociaux au plan national et la fonction de syndicat d'employeurs de la branche professionnelle qui regroupe plus de 13 000 salariés.

L'Association Régionale des Missions Locales (ARML) Antilles Guyane créée en décembre 2022, représente 6 missions locales des territoires suivants : Martinique- Guadeloupe -St Martin – Guyane représentant une couverture territoriale de 86 698 Km². Ainsi 6 missions locales sur 7 présentes sur le territoire sont adhérentes à l'ARML Antilles Guyane.

Ainsi en 2021, les données agrégées montrent que les missions locales des Antilles Guyane sont en contact avec près de 50 000 jeunes, en accompagnant 28 400 dont 10 500 en PACEA.

Les données de flux indiquent 10 000 nouveaux jeunes accueillis et 6 500 jeunes entrés en emploi.

Les missions locales disposent ainsi de 85 points d'accueil pour davantage de proximité géographique et relationnelle envers les jeunes

Les missions locales des territoires embauchent 314 salariés et ont versé 21 millions d'aides financières aux jeunes des Antilles Guyane.

L'ARML Antilles Guyane a pour vocation d'animer et de coordonner le réseau interrégional des missions locales :

En accompagnant la mise en œuvre et la convergence des politiques publiques en faveur de l'emploi et l'autonomie des jeunes pour une meilleure équité de traitement des jeunes.

En outillant les Missions Locales pour la mise en œuvre des dispositifs publics comme le PACEA et le CEJ et la diffusion des bonnes pratiques de l'offre de services en direction des jeunes et des employeurs

En soutenant les missions locales dans l'offre de services « jeunes et employeurs » dans chaque territoire.

En développant les partenariats avec le monde économique et en territorialisant les accords nationaux

En proposant un Plan Régional de Formation pour les équipes

En observant et en communiquant les données et situations consolidées des publics de chaque territoire

Depuis le premier accord national signé en 2014, les collaborations entre les équipes territoriales de Prism'emploi, d'AKTO, du FPE.TT, du FASTT, des agences d'emploi, des services de l'Etat au niveau régional et local (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités - DREETS/DEETS) et des Missions Locales se sont développées et structurées.

Il convient de poursuivre le développement de ces collaborations au profit des jeunes et de leur insertion professionnelle et de les renforcer sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin. C'est le sens de l'évaluation de la démarche Mission Jeunes conduite à l'automne 2020.

Cette évaluation a permis de mettre en évidence son impact sur l'accès à l'emploi des jeunes :

- une préparation opérationnelle des jeunes au monde professionnel ;
- une meilleure connaissance de l'intérim, de ses métiers et ses possibles pour les jeunes et les Missions Locales ;
- un accès à l'emploi favorisé.

Article 1. Objet de l'accord-cadre régional

L'accord contribue à :

- Donner de la visibilité aux partenaires sociaux de la branche, aux professionnels du recrutement et de l'intérim, aux Missions Locales et à l'Etat sur les offres de services réciproques ;
- Définir l'engagement des acteurs impliqués et faciliter la mise en œuvre opérationnelle des parcours des jeunes ;
- Mettre à disposition des partenaires des outils spécifiques (gestion des compétences, sensibilisation aux soft skills ...) ;
- Mobiliser une offre de services partenariale adaptée aux besoins des jeunes accompagnés par les Missions Locales, notamment ceux en CEJ et / ou en PACEA ;
- Prendre en compte les orientations spécifiques des politiques nationales d'emploi, telles que l'égalité homme / femme et la mixité professionnelle.

Une attention particulière sera portée aux jeunes en situation de handicap, conformément :

- à la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » et plus particulièrement au chapitre II : Emploi, travail adapté, travail protégé ;
- à la convention cadre du 24 septembre 2019 pour le recrutement et l'insertion des personnes handicapées, dans le secteur du travail temporaire.

L'offre de services de la branche du travail temporaire « Mission handicap et RSE » sera déployée auprès des Missions Locales et des agences d'emploi dans le cadre de cet accord-cadre.

Article 2. Objectifs opérationnels de l'accord-cadre

- Renforcer les opportunités d'accès des jeunes accompagnés par les Missions Locales à l'emploi durable ;
- Mobiliser les missions d'intérim pour permettre à des jeunes d'accéder à leurs premières expériences professionnelles et d'acquérir des compétences professionnelles dans leur parcours ;
- Renforcer la qualification des jeunes pour répondre aux besoins des entreprises en lien avec les perspectives d'emploi sur les territoires ;
- Assurer la continuité des parcours professionnels en prenant en compte les freins d'accès à l'emploi (logement, mobilité, garde d'enfants, santé...) ;
- Contribuer à la réussite du contrat d'engagement jeune et/ ou du PACEA, en l'articulant avec la démarche Mission jeunes

Article 3. Engagements des signataires

Les parties signataires s'engagent à poursuivre la déclinaison régionale de l'accord auprès des Missions Locales, des équipes de Prism'emploi, d'AKTO, du FPE.TT et du FASTT ainsi que des agences d'emploi, en :

- informant respectivement leur réseau de la signature du présent accord et de ses annexes ;
- désignant un référent régional pour chaque partie signataire ;
- partageant entre les Missions Locales et les agences d'emploi les informations relatives à la connaissance des besoins en compétences des entreprises des bassins d'emploi et des besoins des jeunes, notamment dans le cadre d'un diagnostic partagé ;
- échangeant régulièrement les informations entre les acteurs de l'emploi et les agences d'emploi sur le déroulement des missions d'intérim et des missions formation du jeune intérimaire ;
- veillant à articuler les interventions des acteurs pour assurer aux jeunes une continuité de leurs parcours au moyen de l'offre de services partenariale dont la mobilisation des périodes de mise en situation professionnelle ;
- mettant à disposition des acteurs concernés les outils d'appui en direction des agences d'emploi ;
- informant les parties signataires en amont de toute communication sur l'accord et sur les actions qui en découlent ;
- favorisant la capitalisation et l'essaimage des bonnes pratiques en termes de démarches innovantes et efficaces articulant outils et dispositifs de Mission Jeunes.

3.1 Engagements de l'Etat

La DEETS s'engage à mobiliser ses services afin de permettre :

- la mise en œuvre des actions prévues par le présent accord et le suivi de leur réalisation ;
- le recours aux outils de la politique de l'emploi en fonction des besoins du parcours professionnel pour renforcer l'employabilité, l'accès des jeunes à l'emploi et à la qualification ;
- le soutien et la déclinaison du présent accord au niveau territorial ;

3.2 Engagements de Prism'emploi

Prism'emploi s'engage à mobiliser les agences d'emploi adhérentes de Guyane en vue de contribuer à la qualification et à l'acquisition d'expériences et de compétences pour un meilleur accès des jeunes à l'emploi en :

- poursuivant la promotion de l'accord et de la démarche Mission Jeunes, auprès de ses adhérents ;
- incitant les agences d'emploi à partager leurs connaissances des besoins d'emploi et des compétences des entreprises ;
- incitant les agences d'emploi à proposer aux jeunes de démultiplier les expériences professionnelles au travers principalement des missions d'intérim, mais aussi, CDI intérimaire, CDD, CDI et de mobiliser les dispositifs de formation de la branche ;
- incitant les agences d'emploi à mobiliser leurs entreprises clientes pour proposer aux jeunes toute action leur permettant de découvrir le monde de l'entreprise, notamment à travers les mises en situation en milieu professionnel ;
- contribuant à la réussite du contrat d'engagement jeune à travers l'articulation de la démarche Mission jeunes avec celle des Missions Locales ;
- rappelant aux agences d'emploi la démarche Mission Jeunes et l'offre de services de la branche, notamment la Mission Handicap et RSE ;
- rappelant aux agences d'emploi le soutien des équipes d'AKTO dans le cadre de projets de recrutement emploi-formation.

3.3 Engagements de l'association régionale des Missions Locales (ARML)

L'ARML s'engage à mobiliser le réseau des Missions pour faciliter la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du présent accord en :

- incitant les missions locales à mettre en œuvre leur offre de services dans le cadre de ce partenariat qui peut être engagée au plan local, dans leur projet de territoire,
- incitant les Missions Locales à l'articulation de l'accompagnement des jeunes vers l'emploi, en particulier dans le cadre du PACEA, du contrat d'engagement jeunes ainsi de tous les parcours d'accompagnement des jeunes vers l'emploi avec celle de « Mission Jeunes » ;
- soutenant les initiatives de partenariat des Missions Locales avec les agences d'emploi et en leur apportant un appui technique au plan local ;
- valorisant auprès des Missions Locales les initiatives partenariales destinées à l'insertion vers et dans l'emploi des jeunes concernés par le contrat d'engagement jeune et de tous les parcours d'accompagnement des jeunes vers l'emploi.
- Produire deux fois par an un tableau de suivi des délégations en mission d'intérim des jeunes suivis par les Missions Locales, à partir d'I-Milo

3.4 Engagements d'AKTO

AKTO et ses équipes territoriales, s'engagent à accompagner la déclinaison de l'accord en :

- mettant en relation les Missions Locales, les agences d'emploi et les autres partenaires emploi et formation du territoire dès lors qu'un projet de recrutement et /ou un projet de formation est envisagé par les agences d'emploi ;
- informant et formant les Missions Locales et les agences d'emploi sur la démarche, l'offre de services Mission Jeunes (outils, dispositifs...), l'offre de services AKTO et sur l'ensemble des outils de la branche du travail temporaire (notamment la Mission Handicap et RSE) ;

- accompagnant les Missions Locales et les agences d'emploi dans la formalisation de plans d'action ;
- aidant à la réalisation et au suivi des actions mises en œuvre dans le cadre des projets de recrutement - emploi – formation avec un bilan annuel intégrant des indicateurs des suivis sur les plans d'actions appui au recrutement et formation (CIPI-CDPI -Contrat pro- POEC). Le suivi de ces actions sera réalisé selon les indicateurs qui seront précisés lors du premier comité de pilotage national
- valorisant et communiquant sur les actions mises en œuvre et sur les résultats des plans d'action.

3.5 Engagements du FASTT

Le FASTT s'engage à :

- renforcer l'information des Missions Locales et agences d'emploi sur son offre de services permettant aux jeunes de préparer et sécuriser l'accès aux missions proposées ;
- réaliser des diagnostics de situation individuels et personnalisés (Point Conseils Intérimaire), en coordination avec les équipes des Missions Locales, pour évaluer les besoins, les risques de ruptures dans le parcours, et délivrer les informations et conseils adaptés à chaque situation ;
- orienter vers les dispositifs et services ad hoc pour faciliter le parcours d'emploi, éviter les ruptures, permettre la réalisation des projets (logement, permis, achat de véhicules...), et notamment les solutions délivrées et financées par le FASTT ;
- mobiliser ses partenaires locaux afin de faciliter la coordination des accompagnements avec les Missions Locales et agences d'emploi ;
- faciliter la mise en œuvre d'actions ajustées et renforcées aux besoins des territoires en tenant compte des ressources locales.

3.6 Engagements du FPE.TT (Fonds Professionnel pour l'Emploi du Travail Temporaire)

Le FPE.TT s'engage à :

- Mobiliser les moyens financiers permettant de financer et/ou de cofinancer des parcours de formation, en particulier qualifiants et certifiants,
- Mettre à disposition les ingénieries disponibles en particulier en lien avec le développement des compétences transverses ou les actions de gestion des emplois et des parcours professionnels (actions SPOTT, financement des actions tremplin)
- assurer la promotion de l'ingénierie Mission Jeunes auprès des salariés intérimaires, des demandeurs d'emploi, des agences d'emploi et des partenaires de l'emploi et de la formation dans le portail de branche du travail temporaire www.interimairesinfo.org ;
- contribuer au développement des expérimentations visant un accompagnement renforcé des publics jeunes ;
- contribuer à l'évaluation, à la capitalisation et à l'essaimage des bonnes pratiques.

Article 4. Les modalités de mise en œuvre et d'évaluation de l'accord

Les parties signataires considèrent qu'il est essentiel de rendre compte des résultats obtenus.

Le suivi et le pilotage de l'accord seront réalisés au sein d'un comité régional à l'appui des éléments de bilan transmis par les correspondants désignés par chaque partie signataire. Le comité se réunira à minima une fois par an, avec comme objectifs de :

- faciliter la réussite des actions engagées localement et produire le rapport d'évaluation annuel et en fin d'accord sur la base des indicateurs qui seront précisés lors de la première réunion du comité de pilotage national ;
- mettre en place des actions de communication sur les résultats obtenus.

Ce comité est composé de représentants de la DREETS, de l'ARML, de Prism'emploi Guyane, de l'OPCO AKTO, du FPE.TT et du FASTT et en tant que de besoin des Missions Locales et agences d'emploi.

Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées en exécution du présent accord, les parties signataires s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de l'accord qu'après la fin de celui-ci, les informations relatives à la loi en vigueur sur la protection des données personnelles auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution de cet accord et ses déclinaisons, sous quelques formes et supports que ce soit.

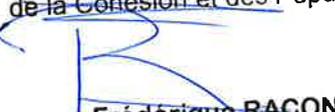
Article 6. Durée de l'accord

Cet accord est conclu pour une durée de 3 ans, sauf désengagement de l'un ou de l'autre des signataires au moins un mois avant la date anniversaire de la signature. Il est reconductible par avenant.

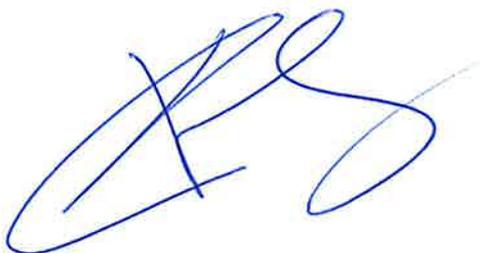
Fait à Cayenne, le 31 mai 2023

En six exemplaires originaux dont un exemplaire est remis à chaque signataire.

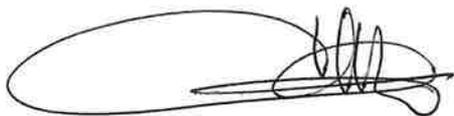
Pour la Préfecture
Directrice Générale
de la Cohésion et des Populations


Frédérique RACON

Pour l'Association Régionale des Missions Locales Antilles Guyane



Pour Prism'emploi,

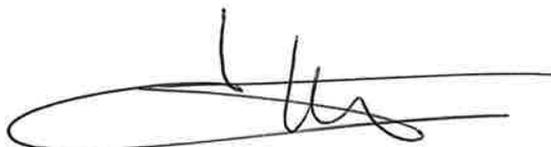


Pour AKTO, Opérateur de compétences des services à forte intensité de main-d'œuvre,

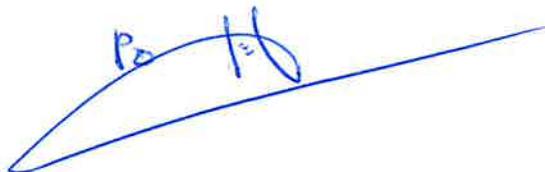


AKTO
1897 Route de Montjoly
CS 30810 97338 Cayenne Cedex
Tél: 0594 28 45 64
Mail: contact.guyane@akto.fr
Siret: 853 000 982 00365

Pour le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT),



Pour le Fonds Professionnel pour l'Emploi dans le Travail Temporaire (FPE.TT),



PLAN D'ACTION PREVISIONNEL – AKTO GUYANE

Axes	Actions	Acteurs associés	Date prévisionnelle
Connaissance des offres de services respectives	Réunion d'information partagée	AKTO/ Mission locale Agences d'emploi	7 juin - MLOG 8 juin - MLCEG
Rapprocher les entreprises et le jeunes	Matinée de l'intérim focus Promotion des métiers et découverte des métiers : Visite d'une entreprise, plateau technique ou chantier	AKTO Mission locale Agences d'emploi Entreprise utilisatrice	Semaine 25 (19-23 juin)
	Tremplin pour l'emploi Starter	Mission locale Agences d'emploi Entreprise utilisatrice AKTO	Septembre - Octobre
Surmonter les freins périphériques à l'emploi	Promotion des services du FASTT « actifs » en Guyane auprès des jeunes intérimaires et des missions locales	FASTT Mission locale	Septembre - Octobre